

**Séminaire UE/Afrique(s) des Entretiens Eurafricains
Paris – 31 janvier 2019**

***La réalité des migrations : une question pour l'Europe ? Ou pour l'Afrique d'abord ? Quelles seraient les réponses appropriées à leur gouvernance ? Les réponses sécuritaires de l'Europe sont-elles appropriées ? Comment mettre les migrations au cœur des enjeux de coopération pour le développement d'intérêt mutuel ?
Quelle solidarité internationale inventer ?***



Avec

Oumar Ba, chercheur associé à Sciences Po Bordeaux « Les Afriques du monde », et professeur au CEDS (Centre d'études diplomatiques et stratégiques) à Paris

Jean-Marie Cour, économiste et démographe

Michel Fouchet, géographe, ancien ambassadeur, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme

Pierre Kemdam, professeur à l'Université de Poitiers, membre du laboratoire MIGRINTER

Hervé Le Bras, directeur d'études à l'EHESS, auteur de « l'âge des migrations »

Problématique

Les migrations sont constitutives des communautés humaines depuis toujours. Sans revenir trop longuement sur les mouvements qui ont traversé l'histoire – et dont Hervé Le Bras pourra nous proposer son analyse¹ - on s'interrogera sur ce qui différencie les migrations actuelles dans le contexte de la mondialisation.

Avec l'internationalisation des échanges, et les interdépendances de plus en plus fortes entre les régions du monde, on aurait pu penser que les hommes auraient migré beaucoup plus, ou qu'il se serait développé une plus grande mobilité. Surtout quand les inégalités entre les peuples et les régions s'aggravent et que les populations pauvres -qui ont accès à la

¹ Dans « L'âge des migrations », Hervé Le Bras rappelle que l'homo sapiens doit sa survie, puis son succès, à sa capacité à migrer, et que cette migration a engendré des métissages débouchant sur l'espèce humaine. A la lutte immémoriale entre les sociétés des éleveurs/pasteurs, nomades parcourant d'immenses parcours, et les agriculteurs, paysans plus sédentaires (un phénomène qu'on retrouve actuellement dans le Sahel, ou au Proche Orient), et aux grands mouvements de population à l'époque de Rome, qui, avec sa supériorité militaire, a pu contenir les invasions barbares (ou intégrer des réfugiés qui en étaient issus), a succédé une Europe puissante et conquérante, colonisant les peuples et les territoires dans le monde. La crainte d'une invasion des pays du Sud vers les pays du Nord à la fin des colonisations ne s'est pas vérifiée, la proportion de migrants n'ayant pas changé depuis les indépendances.

connaissance des modes de vie des populations riches – aspirent à vivre mieux ; ou encore du fait des déséquilibres démographiques des régions.

Or, la proportion de migrants rapportée à la population mondiale est essentiellement la même depuis cinquante ans, pendant que les investissements et les échanges commerciaux internationaux ont augmenté de façon exponentielle durant la même période : entre 1960 et 2015, la part des migrants dans la population mondiale est passée de 2,5% à 3,4%².

Pourtant, nous sociétés européennes dénoncent « une crise des migrants » qui provoque des réactions de rejet, avec des peurs irrationnelles d'une invasion des pays du Sud vers le Nord. Les protections, les barrières et les murs, les replis sur nous-mêmes sont de fausses solutions qui (ré)animent les racismes et les violences, le refus de l'altérité et participe à la construction d'un monde fracturé porteur de conflits. Nous souhaitons donc avec ce séminaire nous poser les bonnes questions (à partir des données et des informations pertinentes et rigoureuses) qui nous permettront de clarifier la situation, contribuer au débat public et proposer des options pour des politiques publiques adaptées. (Nous organiserons également la 5^{ème} édition du festival *Une semaine Eurafricaine au cinéma* autour du thème : « Regards croisés sur les migrations » avec la projection d'une vingtaine de films à Paris en juin, puis à Bamako (ou dans un pays de l'Afrique de l'Ouest en décembre).

Peut-on parler de « crise des migrants » ? Les épisodes malheureux de *l'Aquarius* puis de *Lifeline* ont mis le projecteur sur l'immigration clandestine d'hommes et de femmes prêts à tout pour rejoindre l'Europe en traversant la Méditerranée depuis la Libye ; et sur les réfugiés fuyant les guerres au Moyen Orient (en particulier en Syrie). Combien sont-ils et comment l'Europe va-t-elle gérer leur asile et pour celles et ceux qui souhaitent rentrer chez eux, leur retour ?

Ils sont 258 millions de migrants à travers le monde et les mouvements varient d'une région à l'autre, dans le temps et en intensité³. Parmi eux, 13,4% sont africains, mais la grande majorité changent de pays sans sortir du continent. Si les migrations de l'Afrique vers l'Europe sont une réalité historique, elles ne représentent que 12% du total des migrations vers l'Europe. Immigration clandestine, émigration, exode rural, quelle est la réalité ? Qui sont les migrants ? Quelles sont leurs motivations ?

Les migrations ont permis à des millions de gens d'échapper à la misère. S'ils représentent un coût pour les pays d'accueil (qu'il ne faut pas nier), comment le mesurer à leur contribution à la croissance économique ? Et comment partager les retombées positives de la migration entre les communautés d'immigrants et les populations d'accueil qui leur reprochent de prendre leur emploi (et de bénéficier des aides sociales) et d'aider leurs familles restées au pays ? Selon la Banque Mondiale, les diasporas ont envoyé 30 milliards d'euros en 2016 en Afrique subsaharienne (plus que toutes les aides au développement) permettant aux populations de sortir de la pauvreté, contribuant ainsi à la croissance économique globale. Comment les pays d'Europe (et la France en particulier) vont-ils adapter leurs marchés du travail pour gérer les tensions économiques que l'arrivée de ces travailleurs provoquent ?

² Cf. le rapport de la Banque Mondiale « Moving for Prosperity : Global Migration and Labor Markets » - Juin 2018

³ Selon l'ONU, ils sont 258 millions de migrants et réfugiés dans le monde, soit 3,4% de la population mondiale. 80% ont migré de manière légale. 60 000 clandestins sont morts depuis 2000 lors de leurs déplacements.

Aujourd'hui, il se livre une concurrence entre les pays pour attirer une main d'œuvre qualifiée et moins chère : dix pays rassemblent à eux seuls 60% des immigrés, et parmi eux, les USA, le RU, le Canada et l'Australie accueillent près des 2/3 des diplômés de l'enseignement supérieur. Les Européens, et notamment les plus compétents, émigrent⁴ eux aussi, attirés par ces régions plus dynamiques et compétitives et par des salaires plus élevés... Si nous ne voulons pas perdre notre place dans la nouvelle organisation du travail mondial, et plutôt que de s'interroger sur les quotas à mettre en place, ne faut-il pas gérer les flux en réformant nos marchés du travail ? La demande de protection, les réponses sécuritaires pour réduire les flux des migrants, ne résoudront pas le déficit démographique auquel l'Europe devra faire face. L'Allemagne – qui accueille les jeunes diplômés de plusieurs pays d'Europe au risque de les affaiblir – l'a bien compris. (Cependant, ne nions pas le courage et l'humanité qu'ont représenté l'accueil d'un million de Syriens pendant la grave crise de 2015/2016).

Le pacte de Marrakech a proposé de renforcer la coopération internationale pour une « migration sûre, ordonnée et régulière »⁵... mais au-delà des 23 objectifs, ne faut-il pas inverser la problématique et proposer de mettre les migrations comme un enjeu des coopérations et des accords de partenariats ou des pactes à nouer entre les pays mais aussi et surtout entre les sociétés en faisant émerger des projets de mobilité dans l'emploi et la formation ?

Dans cet esprit, l'Europe n'a-t-elle pas intérêt à privilégier ses relations et coopérations avec l'Afrique ? Des propositions émergent : satisfaire la demande de travailleurs saisonniers avec des programmes de migration temporaire ; s'inspirer de l'économie populaire en Afrique pour développer de nouvelles activités dans nos économies formelles ; financer les coûts des aides des Etats aux travailleurs déplacés ; mettre en contact les travailleurs migrants avec les employeurs qui en ont besoin ; créer des passerelles vers l'obtention d'un statut de résident permanent pour les migrants hautement qualifiés et intégrés au marché du travail ; favoriser leur circulation entre leur pays d'origine et le pays d'accueil pour un développement partagé...

Le débat public doit pouvoir se développer et si les arguments économiques sont essentiels, ils ne suffiront pas à contrer la xénophobie et les peurs, ni les égoïsmes. Il faut mener le combat pour des valeurs de solidarité, pour partager les biens communs comme l'éducation, la santé, l'énergie, la sécurité, former les futures élites au développement durable et solidaire et mettre les mouvements de population et leur circulation au cœur d'une nouvelle organisation mondiale du travail.

On interrogera successivement **Hervé Le Bras** sur l'histoire des migrations et ce qui il y a de nouveau aujourd'hui.

Puis **Michel Foucher** interviendra sur la gestion des migrations entre l'Europe et l'Afrique dans la période actuelle : qui migre ? et pourquoi ? Comment on gère ? etc...

⁴ 200 000 Français partent chaque année pour l'étranger. Ils sont ainsi 3 millions d'« expatriés » pour 4 millions d'immigrés.

⁵ Non contraignant, le Pacte avait été adopté par 164 pays et l'UE, à l'exception des USA. Mais depuis, une quinzaine de pays ont annoncé leur retrait, dont 11 pays européens (Autriche, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Italie, République tchèque, Lettonie, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Suisse).

Pierre Kamdem interviendra sur la problématique du séminaire : comment mettre les migrations au cœur de nouvelles relations entre l'Europe et l'Afrique pour un développement plus solidaire ?

Ensuite, **Jean-Marie Cour**, économiste démographe, interviendra sur les enjeux du (re)peuplement en Afrique pour un développement et la sécurité.

Enfin, on interrogera **Oumar Ba** sur le pacte de Marrakech, et son impact sur les politiques publiques nationales et régionales de coopération et de migrations.

Bibliographie

-Hervé Le Bras : « L'âge des migrations » aux éditions autrement

-Note d'Hervé Le Bras : Migrations : déconstruire le mythe de l'identité nationale »

-Le rapport de la Banque Mondiale : « Moving for Prosperity » – Juin 2018

-Note de Michel Foucher : « Migrations et développement : comment construire une politique pour une mobilité transnationale ? »

-Le pacte mondial pour les migrations ratifié largement à l'ONU – La Croix – 19 décembre 2018

-Note de Jean-Marie Cour au Parlement européen : « Il ne peut y avoir de développement durable en Afrique Sub-Saharienne ni de sécurité en Europe sans une prise en compte plus responsable du processus de peuplement »

-MIMCHE Honoré, KAMDEM Pierre, *L'émigration internationale au Cameroun. De nouveaux enjeux aux nouvelles figures*. Paris, 2016, l'Harmattan.

-KAMDEM Pierre, *Migrations et développement dans les Afriques de l'Ouest et du Centre*, Paris 2015, l'Harmattan.

-Catherine Withol de Wenden : « La question migratoire au 21^{ème} siècle » (pages 13 à 20)

-*L'Avenir n'attend pas* « Six propositions pour les migrants » - Article paru dans le Nouvel Obs du 24 janvier 2019.